

## مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل

Office de la Formation Professionnelle et de la  
Promotion du Travail

# Dossier d'Appel d'Offres Ouvert Simplifié sur offres de prix

N° 01/ 2026

### Objet :

FORMATION ET CERTIFICATION DES AUDITEURS DE L'OFFICE DE LA  
FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DE TRAVAIL AUX  
EXIGENCES DES NORMES ISO 21001 : 2025 ET ISO 19011 : 2018 OU  
EQUIVALENTES



86

## REGLEMENT DE CONSULTATION

---



**SOMMAIRE**

ARTICLE N°01 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

ARTICLE N°02 : MAITRE D'OUVRAGE

ARTICLE N°03 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE N°04 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT ET INFORMATION DES CONCURRENTS

ARTICLE N°05: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

ARTICLE N°06 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS

ARTICLE N°07 : REPARTITION EN LOTS

ARTICLE N°08 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

ARTICLE N°09: PRESENTATION D'UNE OFFRE TECHNIQUE

ARTICLE N°10 : OFFRE VARIANTE

ARTICLE N°11 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE N°12 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE N°13 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

ARTICLE N°14 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

ARTICLE N°15 : LANGUE DE L'OFFRE

ARTICLE N°16 : MONNAIE DE L'OFFRE

ARTICLE N°17 : PRIX PREFERENTIEL POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ARTICLE N°18 : DEPENSES ENCOURUES DU FAIT DE L'APPEL D'OFFRES

ARTICLE N°19 : EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS

ARTICLE N°20 : EVALUATION DES OFFRES DES TECHNIQUES

ARTICLE N°21 : SIGNATURE ELECTRONIQUE

ARTICLE N°22 : RESULTAT

**ANNEXES**

Annexe N°01 : MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

Annexe N°02 : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR



**ARTICLE N°01 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION**

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix, ayant pour objet la formation et la certification des auditeurs de l'OFPPT aux exigences des normes ISO 21001 : 2025 et ISO 19011 : 2018 ou équivalentes.

Il est établi en vertu des dispositions de l'article n°21, du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n°2-22-431 précité. Toute disposition contraire au décret précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions conformes aux dispositions de l'article n°21 susmentionné et des autres articles du décret n°2-22-431 précité.

**ARTICLE N°02 : MAITRE D'OUVRAGE**

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : l'**Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT)**.

**ARTICLE N°03 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article n°22 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a. Une copie de l'avis d'appel d'offres ouvert simplifié ;
- b. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales et techniques ;
- c. Le modèle de l'acte d'engagement (Annexe N°01) ;
- d. Le modèle du bordereau des prix - détail estimatif ;
- e. Le modèle de la déclaration sur l'honneur (Annexe N°02) ;
- f. Le présent règlement de la consultation.

**ARTICLE N°04 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT ET INFORMATION DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept jours (7 jours) avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours (3 jours) avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

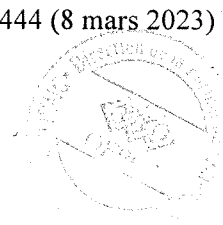
Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres.

Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

L'identité ou la dénomination du ou des concurrents ayant formulé la demande prévue au premier alinéa du présent article ne doit, en aucun cas, être divulguée.

**ARTICLE N°05 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article n°27 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics :



Peuvent valablement participer et être attributaire(s) de(s) marché(s) afférent(s) au présent appel d'offres, les personnes physiques ou morales, qui :

- a. Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- b. Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- c. Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
- d. Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prises conformément aux dispositions de l'article n°152 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché ;
- Les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
- Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

#### **ARTICLE N°06 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS**

I. Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique, en sus d'une offre financière :

##### **A- Le dossier administratif comprend :**

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
  - ✓ S'il s'agit d'un auto-entrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
  - ✓ S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas :
    - Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
    - Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
    - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
  - ✓ S'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.
- b. Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, établie conformément au modèle joint en Annexe N°02.
- c. L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;

NB : Le cautionnement doit être constitué de façon électronique et dématérialisé via le portail des marchés publics, et ce conformément aux dispositions de l'article 41 de l'arrêté du ministère de l'économie et des finances n°1982-21 du 9 Joumada I 1443 (14 Décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires.

N.B : En cas de groupement, le cautionnement provisoire doit être constitué conformément aux dispositions du § C de l'article n°150 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes suivantes :

Au nom collectif du groupement ;

Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;

En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

Dans les cas prévus aux b) et c) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement.

**Pour les groupements**, il y a lieu de produire :

- La convention constitutive du groupement ou sa copie certifiée conforme à l'originale prévue à l'article n°150 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, cette dernière doit indiquer, notamment, l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, et ou les comptes bancaires, et la répartition des prestations.
- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 43 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics :
  - a. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévues à l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics.  
Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
  - b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;
  - c. Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;
  - d. L'équivalent des attestations visées aux paragraphes a), b) et c) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de délivrance de ces documents par les administrations ou les organismes compétents, ils sont remplacés par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que les documents précités ne sont pas produits.

**La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.**

**B - Le dossier technique comprend :**

Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles le concurrent a participé, avec précision de la qualité de sa participation.

**C-Une offre financière qui comprend :**

- a. L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire conformément au modèle joint au présent règlement.**

Cet acte d'engagement, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB).



Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres, en tenant compte du rabais éventuel.

En cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir au montant écrit en toutes lettres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

L'acte d'engagement du groupement concerné doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.

#### **b. Le bordereau des prix - détail estimatif figurant dans le dossier d'appel d'offres.**

Les prix unitaires du bordereau des prix - détail estimatif doivent être libellés en chiffres ;

Les montants totaux du bordereau des prix - détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents prévaut pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

#### **ARTICLE N° 07 : REPARTITION EN LOTS**

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.

#### **ARTICLE N°08 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article n°32 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics :

Les dossiers doivent être présentés exclusivement de façon électronique via le portail des marchés publics conformément aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances chargé du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés Publics.

Le dossier présenté doit contenir trois enveloppes électroniques :

- a. **La première enveloppe électronique** contient, outre les pièces des dossiers administratif et technique prévus à l'article 7 du présent règlement, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés électroniquement et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité.
- b. **La deuxième enveloppe** contient l'offre technique
- c. **La troisième enveloppe électronique** contient l'offre financière.

#### **ARTICLE N°09 : PRESENTATION D'UNE OFFRE TECHNIQUE**

Les pièces devant constituer l'offre technique sont :

##### **I. Accréditation et schéma de certification :**

- Copie valide du certificat d'accréditation ISO 17024 ou équivalente, délivré par un organisme d'accréditation reconnu ;
- Document officiel précisant la portée de l'accréditation, couvrant : la certification des personnes, les auditeurs / lead auditors, le domaine des systèmes de management des organismes d'éducation (Selon l'ISO 21001 ou équivalente).



- Exemples/Modèles de certifications délivrées à des clients pour des projets similaires dans le domaine des systèmes de management.

## **II. Méthodologie :**

### **Programmes de formation :**

- Objectifs pédagogiques clairs et détaillés ;
- Plans de formation détaillant les modules, les horaires, et les méthodes pédagogiques ;

### **Méthodes d'évaluation des auditeurs :**

- Critères d'évaluation des auditeurs tout au long de la formation ;
- Modalités d'évaluation finale (évaluations théoriques, pratiques, simulations d'audits, etc.) ;
- Plan d'accompagnement pour la préparation à la certification ;
- Outils et supports d'évaluation utilisés pendant la formation (questionnaires, grilles d'évaluation, etc.).

### **Certification des auditeurs :**

Le soumissionnaire devra fournir le schéma de certification Lead Auditor ISO 21001 ou un extrait officiel de celui-ci.

À défaut, tout document équivalent sera accepté dès lors qu'il permet de démontrer de manière formelle l'existence d'un schéma de certification de personnes conforme à l'ISO/IEC 17024 ou équivalente, explicitement référencé à la norme ISO 21001, et précisant au minimum :

- Le processus et les critères de sélection des auditeurs à certifier ;
- Le plan et le contenu de la formation de préparation pour la certification en audit des Systèmes de Management des Organismes d'Education/Formation (ISO 21001 ou équivalente) conformément aux lignes directrices de la norme ISO 19011 ou équivalente ;
- Les modalités de l'examen de certification (épreuves pratiques, théoriques, etc.) ;
- La durée et les étapes du processus de certification ;
- La durée de validité du certificat ;
- Les conditions de maintien et de renouvellement (recertification).

## **III. Ressources humaines :**

### **Profil des formateurs :**

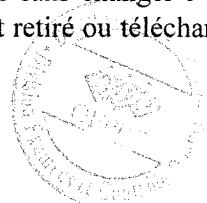
- CV dûment signés, montrant les expériences des formateurs en formation à l'audit des systèmes de management, notamment dans le domaine de l'éducation et de la formation et leurs compétences spécifiques en rapport avec ISO 19011 : 2018 et ISO 21001 : 2018 ou équivalentes ;
- Copies des diplômes, certifications et qualifications professionnelles des formateurs assurant la formation et la certification.

## **ARTICLE N° 10 : OFFRE VARIANTE**

La présentation des offres variantes par rapport à la solution de base prévue par le cahier des prescriptions spéciales n'est pas autorisée.

## **ARTICLE N°11 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément à l'alinéa 7 de l'article 22 du décret n° : 2-22-431 relatifs aux marchés publics, le maître d'ouvrage peut introduire, à titre exceptionnel, des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit



dossier et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents. Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions du premier alinéa du deuxième paragraphe de l'article 23 du décret précité.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant au regard de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, le report de la date de la séance d'ouverture des plis. Cette lettre doit comporter tous les éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier la demande de report.

Si le maître d'ouvrage reconnaît le bien-fondé de la demande du concurrent dont il est saisi, il procède au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage, fait l'objet d'un avis rectificatif qui est publié dans les mêmes formes que l'avis d'appel d'offres. Il ne peut être procédé au report de la date de la séance d'ouverture des plis qu'une seule fois, quel que soit le concurrent qui le demande.

Le maître d'ouvrage informe de ce report les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres.

#### **ARTICLE N°12 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dès la première parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports de publication prévus à l'article 23 du décret n° 2-22-431 du 08 mars 2023 et jusqu'à la date limite de remise des offres. Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés publics ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)).

#### **ARTICLE N°13 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions des articles 34 et 135 du décret n°2-22-431 précité et aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances chargé du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023, relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, les plis doivent être transmis **exclusivement par voie électronique** via le portail des marchés publics [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma).

Chacune des pièces constituant la réponse du concurrent à la consultation, est insérée, individuellement, dans l'enveloppe électronique la concernant.

Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque pièce est signée, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces dématérialisées.

Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ces pièces sont signées, soit par l'ensemble des membres du groupement, soit uniquement par le mandataire conformément aux dispositions du paragraphe C) de l'article 150 du décret précité n° 2-22-431.

Tout pli électronique déposé postérieurement à la date limite de remise des plis est automatiquement rejeté par le portail des marchés publics.

#### **ARTICLE N°14 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante (60) jours** qui commence à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres prévu au paragraphe précédent, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe. À cet effet, le maître d'ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses.

Dans ce cas :

- a. Les concurrents ayant donné, dans les mêmes formes, leur accord à la demande de prorogation, avant la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage, restent engagés pendant le délai supplémentaire convenu ;
- b. Les concurrents qui n'ont pas accepté la demande de prorogation ou n'ont pas répondu dans le délai imparti sont exemptés de leurs obligations envers le maître d'ouvrage, et leur caution provisoire est libérée dans les quarante-huit heures suivant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.
- c. Si aucun des concurrents n'a accepté la demande de prolongation ou n'a répondu dans le délai imparti, leur caution provisoire est libérée dans les quarante-huit heures suivant la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage. Dans cette situation, la procédure est annulée.

#### **ARTICLE N°15 : LANGUE DE L'OFFRE**

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre échangée entre le candidat et l'OFPPT seront rédigés en Langue Arabe ou Française.

#### **ARTICLE N°16 : MONNAIE DE L'OFFRE**

Pour le concurrent national, la monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé et exprimé en Dirhams.

#### **ARTICLE N°17 : PRIX PREFERENTIEL POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

Vu que les prestations objet du présent appel d'offres sont destinées uniquement à la formation professionnelle, il y a lieu de proposer des prix préférentiels pour l'éducation.

#### **ARTICLE N°18 : DEPENSES ENCOURUES DU FAIT DE L'APPEL D'OFFRES**

Le concurrent supporte toutes les dépenses encourues du fait de la préparation et de la présentation de son offre à l'OFPPT qui ne pourra, en aucun cas, en être tenu pour responsable, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

#### **ARTICLE N°19 : EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS**

Les offres des concurrents sont examinées conformément aux dispositions des articles 39, 41, 42, 43 et 44 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

#### **ARTICLE N°20 : EVALUATION DES OFFRES TECHNIQUES**

Les offres techniques des concurrents seront appréciées comme suit :

##### **1<sup>ère</sup> phase : Evaluation des offres techniques (note $N_t$ ) notée sur 100 points :**

Une note technique  $N_t$  sur 100 attribuée à chaque concurrent selon les critères précisés ci-après :



Qualification technique de l'organisme soumissionnaire (N<sub>1</sub> / 75)

Critères et Appréciations		Note à attribuer	Support d'évaluation attendu
<b>1- Expérience et expertise de l'organisme</b>		<b>/35</b>	
a) Certifications et accréditations officielles	Certificat d'accréditation officiel en cours de validité (ISO 17024 ou autres)	15 points	Copies des accréditations et certificats officiels, Document officiel de portée de l'accréditation
	En cas d'absence de certificat valide	0 point	
	Document officiel de portée de l'accréditation précisant les domaines de certification couverts par l'accréditation, incluant spécifiquement la certification Lead Auditor des SMOE (ISO 21001 ou équivalente)	15 points	
	Domaine de certification ne couvre pas la prestation demandée	0 point	
	Exemple de certificat présenté conforme et crédible	5 points	Au moins deux Exemples de certificat de personne certifiée
	Exemple de certificat présenté non conforme et non crédible	0 point	
<b>2- Qualité des programmes de formation</b>		<b>/16</b>	
a) Objectifs pédagogiques clairs et cohérents avec les attendus des programmes	Les objectifs sont exprimés de manière simple, précise et compréhensible.	2 points	Plan de formation
	Objectifs absents ou mal formulés	0 point	
	Les objectifs sont en lien direct avec les compétences attendues du programme officiel.	2 points	
	Aucun lien n'est établi avec les compétences visées	0 point	
b) Plan de formation détaillé (modules, horaires, méthodes pédagogiques)	Détail des modules ou thématiques abordées	2 points	
	Les modules ne sont pas précisés	0 point	
	Répartition horaire claire (par module, jour ou séquence)	2 points	
	Absence de l'organisation horaire	0 point	
	Description des méthodes pédagogiques utilisées (travaux pratiques, études de cas, etc.)	2 points	
	Aucune méthode pédagogique n'est décrite	0 point	
	Logique ou progression pédagogique (enchaînement cohérent des modules)	2 points	
	Aucune cohérence dans la progression pédagogique n'est démontrée	0 point	
d) Définition claire des prérequis pour les participants	Les prérequis sont spécifiques (niveau d'étude, compétences, expérience).	2 points	

	Prérequis absents ou trop vagues	0 point	
	Les prérequis sont justifiés en lien avec les objectifs ou contenus de la formation.	2 points	
	Prérequis ne sont pas liés aux objectifs de la formation	0 point	
<b>3- Méthodes d'évaluation et certification</b>		<b>/22</b>	
a) Méthodes d'évaluation des auditeurs pendant la formation (critères, modalités, outils)	Diversité des outils d'évaluation : questionnaires, études de cas, simulations, mises en situation pratiques.	2 points	Exemples de questionnaires, grilles, simulations
	Absence de supports d'évaluation	0 point	
	Existence de critères clairs, cohérents avec les objectifs pédagogiques et les compétences visées.	2 points	
	Critères non précisés	0 point	
	Modalités bien définies : évaluation formative, sommative, continue ou ponctuelle, selon une logique pédagogique progressive.	2 points	
	Aucune démarche pédagogique n'est indiquée	0 point	
b) Méthodes d'évaluation pour la sélection des 12 auditeurs à certifier	Diversité des outils d'évaluation : questionnaires, études de cas, simulations, mises en situation pratiques.	2 points	Plan des évaluations
	Absence de supports d'évaluation	0 point	
	Existence de critères clairs, cohérents avec les objectifs pédagogiques et les compétences visées.	2 points	
	Critères non précisés	0 point	
	Modalités bien définies : Forme, éléments évalués, durée, supports d'évaluation, ...)	2 points	
	Modalités mal définies	0 point	
c) Détail du processus de certification des 12 auditeurs	Processus structuré en étapes distinctes : formation, préparation, évaluation, validation, certification.	2 points	Schéma de certification ou document équivalent précisant : une description des étapes, modalités, durée, critères de réussite, ...
	Démarche de certification non décrite	0 point	
	Présentation des conditions : type d'épreuves, format (écrit, oral, pratique), évaluation par un jury, ...	2 points	
	Les modalités d'évaluation ne sont pas explicitées	0 point	
	Détail de l'agenda, des délais de chaque phase, et des ressources allouées.	2 points	
	Le calendrier ni les moyens ne sont pas mentionnés	0 point	
	Présentation explicite des seuils, standards ou référentiels appliqués pour valider la certification.	2 points	



	Critères de réussite ne sont pas présentés	0 point	
	Durée de validité du certificat et Conditions de maintien et de renouvellement (recertification)	2 points	
	Eléments non précisés	0 point	
<b>N<sub>1</sub></b>		<b>/73</b>	

### Qualification technique de l'équipe de formateurs mobilisée (N<sub>2</sub> / 27)

Cette qualification sera évaluée en examinant les Curriculum Vitae, les diplômes, les expériences spécifiques, conformément au Modèle de CV en Annexe N°03. Cette évaluation se basera sur les critères suivants, en calculant la note des experts :

Critères et Appréciations		Note à attribuer	Support d'évaluation attendu
<b>4- Équipe de formateurs mobilisés</b>		<b>/27</b>	
a) Diplôme	Diplôme Bac +5	5 points	CV signés, Copies de diplômes, Certificats
	Diplôme inférieur	0 point	
b) Certifié Lead Auditor des SMOE (PECB ou autres)		5 points	
b) Certifié Lead Auditor des systèmes de management de la qualité selon la norme ISO 9001 ou autres		5 points	
c) Expérience dans la formation des auditeurs à la norme (ISO 19011 : 2018 ou équivalente)		6 points (1 points par expérience jusqu'à 6)	
d) Expérience dans la formation « lead Implementer » relative à la mise en place des SMOE conformément à la norme (ISO 21001 : 2018 ou équivalente)		6 points (1 points par expérience jusqu'à 6)	
<b>N<sub>2</sub></b>		<b>/27</b>	

\* : N<sub>2</sub> = Moyenne des évaluations techniques des formateurs proposés N<sub>F1</sub> et N<sub>F2</sub>

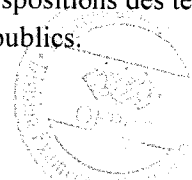
- La note technique N<sub>t</sub> = N<sub>1</sub> + N<sub>2</sub>

**NB :**

- L'admission à la notation de l'offre technique est conditionnée par la justification des critères d'admissibilité critiques, notamment : Accréditation ISO 17024, Portée de l'Accréditation, Modèles de Certifications et Schéma de certification Lead Auditor ISO 21001 ou équivalent.
- Le seuil d'admissibilité des offres techniques est fixé à une note globale N<sub>t</sub> = 70 points.
- Le défaut de fourniture de l'ensemble des pièces justificatives requises pour l'évaluation des critères d'admissibilité de l'offre technique, ainsi que des documents relatifs aux ressources humaines mobilisées (effectif et profils, notamment diplômes), entraînera l'écartement automatique de l'offre.

### ARTICLE N°21 : SIGNATURE ELECTRONIQUE

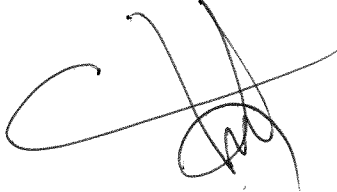
Selon l'article 6 de l'Arrêté, du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n°1692-23 du 4 juin 2023 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, la signature électronique des pièces et documents s'effectue, à travers le portail des marchés publics, au moyen d'un certificat de signature électronique conformément aux dispositions des textes législatifs et réglementaires en vigueur et aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.



**ARTICLE N°22 : RESULTAT**

Le maître d'ouvrage informe, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen donnant date certaine, l'attributaire de l'acceptation de son offre dans un délai n'excédant pas le troisième jour suivant la date d'achèvement des travaux de la commission d'appel d'offres. Dans le même délai, il informe, par lettre recommandée avec accusé de réception, les concurrents éliminés, en leur indiquant les motifs de rejet de leurs offres. Cette lettre est accompagnée des pièces contenues dans leurs dossiers.

Un extrait du procès-verbal est publié sur le portail des marchés publics et affiché dans les locaux de l'organisme dont relève le maître d'ouvrage, dans les vingt-quatre heures suivant la date d'achèvement des travaux de la commission. La durée d'affichage de cet extrait est de quinze jours au moins.

<b>LE SOUMISSIONNAIRE</b>  <u>Lu et accepté</u>	<b>Le maître d'ouvrage</b>  <b>Ahmed MARAH</b>  <b>Directeur de la Formation PI</b>
---	--



## Annexe N°01

## MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

\*\*\*\*\*

**ACTE D'ENGAGEMENT****A -Partie réservée à l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail**

Appel d'offres ouvert simplifié sur offres des prix n°...../2026 du .....

**Objet : FORMATION ET CERTIFICATION DES AUDITEURS DE L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DE TRAVAIL AUX EXIGENCES DES NORMES ISO 21001 : 2025 ET ISO 19011 : 2018 OU EQUIVALENTES.**

Passé en application de l'article 19 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 ( 8 mars 2023 ) relatif aux marchés publics.

**B - Partie réservée au concurrent****Pour les personnes physiques : (3)**

Je, soussigné : ..... (Prénom, nom et qualité) (1)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, (1)

Adresse du domicile élu : .....

Numéro tél : ..... Adresse électronique : .....

Affilié à (4)..... sous le n° : ..... (2)

Inscrit au registre du commerce de..... (Localité) sous le n° ..... (2)

n° de patente..... (2)

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise : ..... (2)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR.....(RIB), ouvert auprès de .....

**Pour les personnes morales (3)**

Je, soussigné ..... (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) (1)

Agissant au nom et pour le compte de..... (Raison sociale et forme juridique de la société) (1)

au capital de : .....

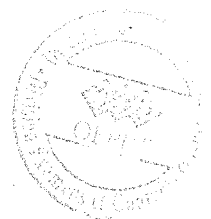
Adresse du siège social de la société.....

adresse du domicile élu.....

Numéro de tél : .....Fax.....

adresse électronique : .....

Affiliée à (4)..... sous le n°.....(2)



Inscrite au registre du commerce..... (Localité) sous le n°.....(2)

N° de patente.....(2)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR.....(RIB), ouvert auprès de .....

N° de taxe professionnelle ..... (2)

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....(2)

**Pour les coopératives ou union de coopératives (3)**

Je, soussigné ..... (Prénom, nom et qualité au sein de la coopérative) (1)

Agissant au nom et pour le compte de..... (Dénomination de la coopérative ou de l'union de coopératives) au capital de:..... (1)

Adresse du siège de la coopérative ou de l'union de coopératives.....

Numéro de tél : ..... Fax .....

adresse électronique : .....

Affiliée à (4)..... sous le n°.....(2)

Inscrite au registre local du coopérative n°..... (Localité) sous le n°.....(2)

N° de patente.....(2)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR.....(RIB), ouvert auprès de .....

N° de taxe professionnelle .....

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....(2)

**Pour les auto-entrepreneurs :**

Je, soussigné ..... (Prénom, nom) (1)

Numéro de tél : ..... adresse électronique : .....

Affiliée à la CNSS sous le n°.....(3)

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur ..... sous le n°.....(3)

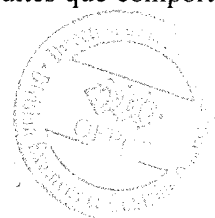
N° de taxe professionnelle .....

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....(3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :



- 1) Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;
- 2) M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

Montant total hors T.V.A. : .....(en lettres et en chiffres)

Taux de la TVA.....(en pourcentage)

Montant de la T.V.A. : .....(en lettres et en chiffres)

Montant total T.V.A. comprise : .....(en lettres et en chiffres)

Lorsque le marché est conclu avec un groupement :

Part revenant au membre n° 1: (en lettres et en chiffres)

Part revenant au membre n° 2: (en lettres et en chiffres)

Part revenant au membre n° n: (en lettres et en chiffres)

L'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte ..... (À la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) (5) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) (5) à.....(1) (Localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro..... (6)

Fait à.....le.....

(Signature et cachet du concurrent)

(1) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes)

ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».

(2) pour les concurrents non installés au Maroc préciser la référence des documents équivalents ;

(3) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

(4) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

(5) Supprimer la mention inutile.

(6) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.



*[Handwritten signature]*



## Annexe N°02

## MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR (\*)

\*\*\*\*\*

Appel d'offres ouvert simplifié sur offres des prix n°...../2026 du .....

**Objet : FORMATION ET CERTIFICATION DES AUDITEURS DE L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DE TRAVAIL AUX EXIGENCES DES NORMES ISO 21001 : 2025 ET ISO 19011 : 2018 OU EQUIVALENTES.**

**Pour les personnes physiques**

Je, soussigné : ..... (Prénom, nom et qualité)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu : .....

Numéro tél : ..... Adresse électronique : .....

Affilié à .....(4) sous le n° : ..... (1)

Inscrit au registre du commerce de..... (Localité) sous le n° ..... (1) n° de patente..... (1)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (5).....(6) (RIB), ouvert auprès de .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**Pour les personnes morales**

Je, soussigné ..... (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

Agissant au nom et pour le compte de..... (Raison sociale et forme juridique de la société) au capital de : .....

Adresse du siège social de la société.....

adresse du domicile élu.....

Numéro de tél : ..... Fax .....

adresse électronique : .....

Affiliée à .....(4) sous le n°.....(1)

Inscrite au registre du commerce..... (Localité) sous le n°.....(1)

N° de patente.....(1)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (5).....(6)(RIB), ouvert auprès de .....

N° de taxe professionnelle .....

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....(1)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**Pour les coopératives ou union de coopératives**

Je, soussigné ..... (Prénom, nom et qualité au sein de la coopérative)

Agissant au nom et pour le compte de.....Dénomination de la coopérative ou de l'union de coopératives) au capital de : .....

Adresse du siège de la coopérative ou de l'union de coopératives.....

Numéro de tél : ..... Fax .....

adresse électronique : .....

Affiliée à .....(4) sous le n°.....(2)

Inscrite au registre local du coopérative n° ..... (Localité) sous le n°.....(2)

N° de patente.....

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (5).....(6)(RIB), ouvert auprès de .....

N° de taxe professionnelle .....

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**Pour les auto-entrepreneurs :**

Je, soussigné ..... (Prénom, nom)

Numéro de tél : ..... adresse électronique : .....

Affiliée à .....(4) sous le n°.....(2)

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur ..... sous le n°.....(2)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (5).....(6)(RIB), ouvert auprès de .....

N° de taxe professionnelle .....

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

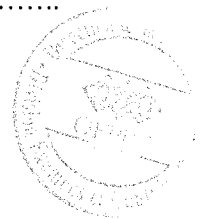
**Cas des établissements publics :**

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte de (dénomination de l'établissement).

Numéro de tél : ..... adresse électronique : .....

Adresse du siège: .....

Affiliée à .....(4) sous le n°.....(2)



Inscrit au registre du commerce de(7).....(localité) sous le n° .....(2)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (5).....(6)(RIB), ouvert auprès de .....

N° de taxe professionnelle sous le numéro (8): .....

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise (8) : .....

Références du texte l'habilitant à exercer les missions objet du marché : .....

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)(5) numéro(6): .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**Déclare sur l'honneur :**

- M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- Que je remplie les conditions prévues à l'article 27 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 ( 8 mars 2023 ) et fixant les conditions et les formes de passation des marchés publics ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle ;
- Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
  - À m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 151 du décret précité ;
  - Que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévues dans ledit cahier ;
  - À confier les prestations à sous-traiter à des PME installées au Maroc ; (3)
  - M'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché ;
  - M'engage à ne pas faire par moi-même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché.
  - Atteste que je remplis les conditions prévues par l'article 1er du dahir n° 1-02-188 du 12 JOUMADA I 1423 (23 juillet 2002) portant promulgation de la loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprises (4).
  - Atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt.
  - Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature tel que prévu à l'article 152 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 ( 8 mars 2023 ) relatif aux marchés publics .
  - Je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 152 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 ( 8 mars 2023 ) relatif aux marchés publics , relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leurs pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.



À supprimer le cas échéant.

Lorsque le CPS le prévoit.

Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale

Supprimer la mention inutile.

Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.

Lorsque l'établissement public est assujetti à cette obligation

Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

(\*) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

